



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de l'environnement

N° 2003-511

LE PREFET de MEURTHE et MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

ARRETE

autorisant la société DEEP GREEN à exploiter une installation de traitement de terres polluées à titre temporaire pour une durée de six mois sur le territoire de la commune d'HOMECOURT

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.511.1 et suivants relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 23 ;

VU la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté n° 2002-522 du 18 octobre 2002 autorisant la société DEPP GREEN à exploiter une installation de traitement de terres polluées à titre temporaire pour une durée de six mois sur le territoire de la commune de HOMMECOURT ;

VU les demandes en date du 28 juin 2002 et en date du 14 mars 2003 présentées par Monsieur Patrick WINCKEL, agissant en qualité de Responsable Développement/Exploitation France de la société DEEP GREEN dont le siège social est 245, avenue Montjoie – B – 1180 –BRUXELLES – BELGIQUE, à l'effet d'être autorisé à exploiter à titre temporaire, une activité de traitement de terres polluées par désorption thermique située sur la commune de HOMECOURT pour une durée de six mois et à l'effet de reporter au 1^{er} mars 2003 la date d'application de l'autorisation sus-visée ;

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée ;

VU les rapports en dates du 3 septembre 2002 et du 16 avril 2003 de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de MEURTHE et MOSELLE en date du 20 septembre 2002 ;

CONSIDERANT que l'installation n'est appelée à fonctionner que pendant une durée de six mois afin de traiter les terres excavées de la zone G, issues de l'ancienne cokerie d'HOMECOURT et de terres issues d'autres sites pollués mais présentant des niveaux de pollution identiques à celles d'HOMECOURT ;

CONSIDERANT que les terrains où seront traités les terres polluées sont situés en zone NAXHP du POS (PLU) approuvé le 12 mai 1999, d'HOMECOURT autorisant les Installations Classées si elles sont liées aux installations nécessaires à la dépollution ;

CONSIDERANT que les dispositions prévues visant à réduire l'impact généré par cette activité apparaissent acceptables et que, dans ces conditions, il y a lieu de faire application des dispositions prévues par l'article 512.3 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT les difficultés rencontrées par la société DEEP GREEN pour acheminer par voie maritime et par voie terrestre (transports exceptionnels) le matériel constitué d'une machine DRAGON 35 livrée depuis les ETATS UNIS d'AMERIQUE le 2 novembre 2002 et réceptionnée sur site le 20 janvier 2003 ; et de ce fait, la société DEEP GREEN n'a pu démarrer l'exploitation que le 1^{er} mars 2003 une fois le matériel assemblé;

CONSIDERANT que l'autorisation préfectorale n° 2002-522 du 18 octobre 2002 a été accordée par le Préfet de Meurthe et Moselle dans les formes prévues à l'article 23 du décret du 21 septembre 1977, après avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT que, dans ces conditions, la demande de la société DEEP GREEN de retarder la date d'application de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité au 1^{er} mars 2003 ne constitue pas une modification notable de nature à aggraver les inconvénients pour la commodité du voisinage ainsi que pour la santé, la sécurité du public et également à ne pas modifier, sur le fond, les éléments du dossier et qu'il n'y a pas lieu de proposer au Conseil Départemental d'Hygiène des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article 18 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEURTHE et MOSELLE

ARRÊTE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - AUTORISATION D'EXPLOITER

La S.A. DEEP GREEN FRANCE dont le siège social est 245, avenue MONTJOIE -B - 1180 - BRUXELLES - BELGIQUE, est autorisée à exploiter pour une durée de six mois à titre temporaire une activité de transit et de traitement de terres polluées par désorption thermique situés sur le site de l'ancienne cokerie à HOMECOURT, sous réserve du respect des prescriptions ci-après.

L'arrêté préfectoral n° 2002-522 autorisant la société DEEP GREEN à exploiter une installation de traitement de terres polluées à titre temporaire pour une durée de six mois à compter du 18 octobre 2002 est abrogé.

Article 2 - DUREE D'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée jusqu'au 1^{er} septembre 2003.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'Inspection du Travail pour l'application de ces règlements.

Article 3 - CLASSEMENT – CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DE L'EXPLOITATION

3.1 – Activité – Capacité maximale

Numéro rubrique	Activité-Capacité maximale Désignation de la rubrique	Volume	Régime
167 - A 167 - B	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : a) station de transit b) traitement ou incinération <i>Transit et désorption thermique</i>	Capacité : 30 t/h 340 t/jour 50 000 t/6mois Transit cumulé pour l'ensemble des terres polluées à réception de 25 000 m ³ (42 000 tonnes)	A
2515.1	Broyage, concassage, criblage, enséchage, pulvérisation, nettoyage, transitage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation était : 1- supérieure à 10 kw et inférieure ou égale à 200 kW.	P = 200 kW (installation mobile appelée MEGABITE EXTEC)	D
2517.2	Station de transit de produits minéraux autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage était : 2- supérieure à 5 000 m ³ mais inférieure ou égale à 75 000 m ³ .	Volume = 50 000 m ³	D
1432 2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2- stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430. b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	C réelle = 30 m ³ C équivalente = 6 m ³	NC

3.2 – Nature et origine des matériaux traités :

Les matériaux à traiter par désorption thermique proviennent :

- pour 8 000 tonnes de l'ancienne cokerie d'HOMECOURT,
- pour 42 000 tonnes d'autres sites pollués présentant des niveaux de pollution identiques à ceux des terres stockées sur le site d'HOMECOURT.

Cette installation est sollicitée dans le cadre de la dépollution du site d'HOMECOURT et d'autres industriels locaux à dépolluer pour le compte de la société BAIL INDUSTRIE.

3. 3 – Horaire de fonctionnement :

Les apports de terres (circulation des carrières), le fonctionnement du cribleur, du concasseur et les opérations de traitement se dérouleront de 7 h 00 à 22 h 00 du lundi au samedi inclus.

Cette installation ne fonctionnera pas les dimanches et jours fériés.

3. 4 – Emprise parcellaire de l'exploitation :

L'installation de désorption thermique et le stockage de matériaux sont situés sur le territoire de la commune de HOMECOURT, parcelles cadastrées section AO n° 74/67 et AO n° 75, d'une superficie totale de 323 035 m² conformément au descriptif parcellaire fourni dans la demande d'autorisation joint en annexe n° 1 page 1/2. La zone affectée au stockage et aux installations de traitement des terres est limitée à 8 200 m².

Article 4 - CONFORMITE DE L'EXPLOITATION AUX ELEMENTS DE LA DEMANDE

Les installations objets du présent arrêté seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté (voir plan schématique de l'installation en annexe n°1 page 2/2).

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, ou pour mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et Condition du Travail.

En conséquence, le Préfet pourra prendre en arrêté complémentaire ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5 - DOSSIER INSTALLATION CLASSEE

L'exploitant doit établir et tenir à jour, à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans et dossiers techniques tenus à jour de l'installation ;
- le présent arrêté préfectoral et le cas échéant, le ou les arrêtés modificatifs ;
- les résultats des mesures de bruit, de poussière et les compte-rendus des vérifications électriques réalisés en application du Code de l'Environnement sur les installations et la réglementation du travail ;
- les observations de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Article 6 - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et qui disposera d'une connaissance de la conduite de l'installation, de ses dangers, de ses inconvénients et des produits utilisés à stockés.

Communication sera faite par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées.

Article 7 - RESPONSABILITE DE L'EXPLOITANT

En cas de manquement aux dispositions prises au titre et donc du présent arrêté, du fait d'une entreprise intervenant sur le site en liaison avec l'activité de l'installation, la responsabilité de l'exploitant reste engagée.

Article 8 - Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations devront comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Les consignes prendront en compte les risques liés aux capacités mobiles.

Article 9 - REGLEMENTATION APPLICABLE – ARRETES MINISTERIELS

9.1 – Arrêtés et Circulaires :

Les dispositions des textes ci-dessous sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations et à l'ensemble de l'établissement (elles ne font pas obstacle à l'application des dispositions particulières prévues aux titres suivants) :

- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines Installations Classées,
- arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes,
- arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées,
- arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction de rejet dans les eaux souterraines,
- circulaire du 28 octobre 1982 relative aux pollutions accidentelles,
- circulaire et instruction technique du 29 janvier 1986 relatives aux installations de broyage, concassage, criblage de substances minérales,
- décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux,
- avis du 11 novembre 1997 relatif à la nomenclature des déchets,
- arrêté du 10 octobre 1996 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de certains déchets industriels spéciaux,

- arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

9. 2 – Arrêtés types :

Les installations relevant des rubriques 2515, 2517 et 1432 seront aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées dans les arrêtés types correspondants, sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.

TITRE II – SECURITE DU PUBLIC

Article 10 - AMENAGEMENT DES ACCES ROUTIERS

L'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risques pour la sécurité publique. A cet effet, cet accès sera signalé.

La voie privée entre le site et le giratoire de la cokerie sera aménagée de façon à limiter les dépôts de poussières ou de boues sur la voie publique. Cela concerne notamment les véhicules chargés d'amener les terres polluées sur site qui seront obligatoirement bâchés.

Article 11 - INTERDICTION D'APPORT DE MATERIAUX SUR LA VOIE PUBLIQUE

L'exploitant est tenu d'informer les transporteurs de matériaux des dispositions réglementaires relatives aux nuisances et à la sécurité routière en liaison avec l'activité de l'installation.

Les véhicules sortant du site chargés de terres traitées seront systématiquement pesés. Ils emprunteront la RD 181 vers l'autoroute A4 mais ne transiteront pas la ville d'HOME COURT. Il en est de même pour les véhicules chargés d'amener les terres polluées sur site.

La masse de chaque chargement sera enregistré de façon à ce qu'une estimation de la production de l'installation puisse être facilement effectuée.

TITRE III – PREVENTION DES POLLUTIONS

A - GESTION DES TERRES POLLUEES

Article 12 - GENERALITES

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations seront entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

Article 13 - NATURE DES TERRES POLLUEES ADMISES

Seules les terres polluées respectant les critères d'acceptation suivants peuvent être traitées sur le site :

Paramètre	Critère
Polluants organiques	
BTEX	< 50 000 mg/kg matière sèche
Huile minérale	< 50 000 mg/kg matière sèche
HAP	< 30 000 mg/kg matière sèche
Cyanures	< 10 000 mg/kg matière sèche
EOX	< 1 000 mg/kg matière sèche
Organochlorés	< 1 000 mg/kg matière sèche
Composés volatils (T° eb < 120°C)	< 1 000 mg/kg matière sèche
Polluants minéraux	
As, Cd, Cr, Cu, Pb, Ni, Zn	< 50 000 mg/kg matière sèche
Hg	< 20 mg/kg matière sèche
Critères physiques	
Matière sèche	Pelletable
Eau libre	< 1 %
Granulométrie	< 50 mm

Les terres polluées par des éléments radioactifs, des germes pathogènes, ou des concentrations supérieures à 50 ppm de PCB, PCT sont interdites sur le site.

Article 14 - ORIGINE DES TERRES POLLUEES ADMISES

L'installation est destinée à traiter en priorité les terres polluées stockées sur site et issues de la cokerie. L'origine géographique d'admission des déchets doit respecter l'ordre de priorité suivant :

- 1- les 8 000 tonnes de terres polluées stockées sur site issues de la zone G de la cokerie d'HOME COURT.
- 2- toutes autres terres polluées issues de l'ancien site sidérurgique d'HOME COURT sur lequel sera implantée cette installation ;
- 3- les zones géographiques en LORRAINE, comportant des terres polluées dont la gestion est assurée par la société BAIL INDUSTRIE ou ayant obtenu l'accord de BAIL INDUSTRIE ;
- 4- les zones géographiques du territoire national comportant des terres polluées dont la gestion est assurée par la société BAIL INDUSTRIE ou ayant obtenu l'accord de BAIL INDUSTRIE.

Article 15 - INFORMATIONS PREALABLES

Avant d'admettre des terres polluées dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de ces terres ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de terre destiné à être traité :

- la provenance des terres et l'activité connue ou supposée génératrice de la pollution,
- l'identité et l'adresse exacte du producteur,
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées,

- la composition chimique principale des terres ainsi que toutes les informations permettant de déterminer si elles sont aptes à subir le traitement de désorption prévu, ou d'éventuelles incompatibilités avec d'autres polluants,
- les teneurs des paramètres faisant l'objet d'un critère d'admission,
- les modalités de transport,
- toute information pertinente pour caractériser les terres et pour pouvoir les traiter en toute sécurité.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur les terres dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, de les accueillir. Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou de détenteur, selon des termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour les caractériser.

Article 16 - CERTIFICAT D'ACCEPTATION PREALABLE

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à traiter les terres dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un avis de refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet.

Des terres ne peuvent être admises dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité maximale de six mois et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les terres admises sur le site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées le recueil des informations préalables qui lui sont adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission de terres.

Article 17 - CONTROLE D'ADMISSION

Toute livraison de terres fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable,
- de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances,
- d'un contrôle visuel du chargement afin de détecter d'éventuelles anomalies,
- d'une pesée du chargement,
- de l'analyse des paramètres relatifs aux critères d'admission fixés par le présent arrêté préfectoral,
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un échantillon est conservé au moins trois mois à la disposition de l'Inspection des Installations Classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'Inspection des Installations Classées est prévenue sans délai.

En cas de conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement peut être accepté. Dans ce cas, les terres polluées sont stockées sur la zone rendue étanche par un revêtement réalisé en enrobés routiers sur site et recouvertes d'une bâche. Si la zone de stockage est pleine et ne peut plus accepter de terres, le convoi est refusé. En aucun cas les terres ne peuvent être stockées sur une surface ne présentant pas des caractéristiques d'étanchéité similaires à la zone précitée.

Article 18 - REGISTRES D'ADMISSION ET DE REFUS

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre d'admission informatisé où il consigne pour chaque véhicule apportant des terres :

- le tonnage et la nature des terres,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur,
- la date et l'heure de la réception,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le résultat des contrôles d'admission définis précédemment.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre de refus ou d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des terres qu'il n'a pas admises, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les terres admises sur son site.

Article 19 - ENLEVEMENT DES TERRES APRES TRAITEMENT

Après traitement, les terres sont stockées sur une aire de stockage temporaire.

L'enlèvement des terres traitées du site devra s'effectuer en conformité avec le projet de guide technique relatif à la réutilisation des terres polluées, joint en annexe n° 2 au présent arrêté.

Une fois les opérations de traitement achevées, les matériaux dépollués seront éliminés et/ou réutilisés sous la responsabilité de BAIL INDUSTRIE.

B - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

Article 20 - ETANCHEITE DU SITE

Les aires de stockage des terres polluées seront étanches.

Article 21 - CONSIGNES EN CAS DE POLLUTION

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Article 22 - POSTES DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'Art.

Article 23 - STOCKAGES

Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume de rétention doit être au moins égal à :

- dans le cas de liquides inflammables (sauf les lubrifiants) à 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts.
- Dans tous les autres cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 800 l.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans les espaces fermés.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. A cet effet les eaux pluviales doivent être évacuées conformément à l'article 24.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Le dispositif d'obturation équipant la cuvette de rétention doit présenter ces mêmes caractéristiques et être maintenu fermé. Les rétentions situées en bordure de voies de circulation doivent être protégées contre les dérives des véhicules.

L'étanchéité du (ou des) réservoirs(s) associés(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

A l'intérieur de l'installation autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 24 - BASSINS

Bassin de récupération des eaux pluviales

L'exploitant doit prendre toutes dispositions :

- pour assurer la collecte des eaux pluviales et des eaux liées au fonctionnement des installations, qu'elles soient ou pas souillées, et pour les stocker,
- pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses polluantes ou toxiques ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un sinistre éventuel.

Il doit disposer à cet effet d'un bassin étanche d'un volume de 25 m³ situé en point bas du site. En période d'activité du site, aucun rejet n'est autorisé sauf dans les cas visés à l'article 27. Les eaux du bassin seront pompées par une entreprise spécialisée qui les acheminera vers une entreprise agréée pour procéder à leur traitement. Si la qualité des eaux respecte les critères fixés à l'article 27.1, les eaux pourront être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales conformément à l'article 27.

Suite à un incendie, la reprise d'activité ne peut être effectuée qu'après vidange du bassin et traitement des effluents.

Article 25 - RELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, les eaux utilisées en priorité sont celles stockées dans le bassin visé à l'article 24. Les seuls prélèvements proviennent du réseau d'eau potable. Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Cette disposition doit être relevée journalièrement. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé. Pour éviter tout phénomène de retour d'eau dans le réseau public, un dispositif de type disconnecteur doit être installé en amont des installations.

Article 26 - REJET EN NAPPE

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduelles même traitées dans les nappes d'eaux existantes (notamment celle du Bajocien et des Travaux Miniers) est interdite.

Article 27 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS ET DES EAUX PLUVIALES

27.1 En période d'activité

Les eaux recueillies dans le bassin visé ci-dessus sont réutilisées dans le process de l'unité mobile de désorption de terres polluées.

Dans les périodes très pluvieuses où les quantités recueillies dans le bassin ne pourraient être réutilisées en totalité et où ce dernier doit être vidangé, l'évacuation de ces effluents est réglementée comme suit :

- a) les rejets ne peuvent s'effectuer que par "batch" (contrôle par mesurage),
- b) un contrôle de la compatibilité des eaux du bassin avec le milieu récepteur sera réalisé en prélevant un échantillon représentatif, en analysant les paramètres ci-après et en vérifiant qu'ils respectent les valeurs limites de rejet suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température < 30°C,
- MES < 30 mg/l,
- COT < 40 mg/l,
- DCO < 125 mg/l,
- Métaux lourds totaux < 15 mg/l,
- Cr6+ < 0,1 mg/l,
- Cd < 0,2 mg/l,
- Pb < 0,5 mg/l,
- Hg < 0,05 mg/l,
- As < 0,05 mg/l,
- Fluorures < 15 mg/l,
- CN libres < 0,1 mg/l,
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l,
- AOX < 1 mg/l,
- Dioxines et furannes < 0,5 mg/l.

Les méthodes de référence pour le prélèvement et l'analyse sont celles indiquées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

- c) Le pompage des eaux du bassin ne pourra être effectué qu'en cas de respect des valeurs limites ci-dessus. Le niveau inférieur du bassin (hauteur d'environ 40 cm à partir de la géomembrane), ne sera pas rejeté afin de ne pas transférer dans le réseau public d'eaux pluviales les produits de décantation du bassin. Ces produits de décantation seront acheminés vers une entreprise qui procèdera à leur traitement.
- d) L'exploitant tient à jour un registre précisant les jours où sont effectués des rejets, les quantités rejetées, les analyses réalisées avant rejet.

La dilution des effluents est interdite. Le bassin est curé et nettoyé aussi souvent que nécessaire. Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit.

27.2 – Hors période d'activité

Lors des phases de fin d'activité sur le site, l'ensemble des aires de travail sont nettoyées afin que les eaux météoriques ne soient pas souillées en leur contact. La vanne du bassin est maintenue ouverte.

27.3 – Rejet

Les eaux du bassin qui respectent les critères de qualité fixés à l'article 27.1 pourront être pompées et rejetées directement dans le réseau public séparatif d'eaux pluviales qui rejoint l'ORNE.

Sont portés à la charge de l'exploitant, les frais occasionnés par des contrôles des effluents ou de leurs effets sur le milieu naturel réalisés à la demande de l'Inspection des Installations Classées et par les contrôles réalisés en application de la réglementation en vigueur.

Tout fait de pollution accidentelle doit être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du Service de Police des Eaux et de l'Inspection des Installations Classées.

27.4- Eaux vannes

Les eaux vannes doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

C - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Article 28 - EMISSIONS DE POLLUANTS – BRULAGE

Seul le rejet à la cheminée de l'unité mobile de désorption thermique est autorisé, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Notamment, tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

Article 29 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les installations sont conçues, équipées, et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère. La mise en œuvre de recyclages, de techniques permettant la récupération de sous-produits ou de polluants est privilégiée. Par ailleurs, toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant recherche par tous moyens, notamment à l'occasion d'opérations d'entretien ou de remplacement de matériels à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère.

Article 30 - CAPTATION/TRAITEMENT

Des dispositifs de captation et de traitement efficaces des effluents atmosphériques (émissions de gaz, vapeurs, vésicules, particules) sont installés et maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.

Ces installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. En cas d'indisponibilité momentanée de ces installations de traitement conduisant à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre dans les meilleurs délais les dispositions nécessaires pour respecter à nouveau ces valeurs, en réduisant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.

Article 31 - EVACUATION – DIFFUSION

Le point de rejet à l'atmosphère de l'unité mobile est unique. Les effluents de l'unité mobile sont collectés et évacués, après traitement, par l'intermédiaire d'une cheminée de hauteur 16 mètres pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale doit être au moins égale à 12 m/s. Elle est munie d'un orifice obturable facilement accessible et d'une plate-forme permettant d'effectuer les prélèvements de façon aisée, conformément à la norme NFX 44052. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 32 - REJETS

Les installations sont conçues, équipées, exploitées de manière que les limites d'émission ci-après ne soient pas dépassées, compte tenu des méthodes de mesures précisées ci-après :

Le débit de l'installation de traitement est de 25 000Nm³/h.

a - Monoxyde de carbone. Durant le fonctionnement la concentration en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne dépasse pas les valeurs suivantes :

1° 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière ;

2° 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures.

b - Poussières totales, COT, HCl, HF, et SO₂

Paramètre	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne Sur une demi-heure	Flux
Poussières totales	30 mg/m ³	50 mg/m ³	0,750 kg/h
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10 mg/m ³	30 mg/m ³	0,250 kg/h
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/m ³	30 mg/m ³	0,25 kg/h
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/m ³	5 mg/m ³	0,025 kg/h
Dioxyde de soufre (SO ₂)	200 mg/m ³	500 mg/m ³	1,25 kg/h

c - Métaux

Paramètre	Valeur	Flux
Cadmium et ses composés, exprimé en cadmium (Cd) ainsi que le thallium et ses composés, exprimé en thallium (Tl)	0,05 mg/m ³	1,25 g/h
Mercurure et ses composés, exprimé en mercure (Hg)	0,05 mg/m ³	1,25 g/h
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te)	0,5 mg/m ³	12,5 g/h
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te) ainsi que le Zinc et ses composés, exprimé en Zinc (Zn)	5 mg/m ³	125 g/h

Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimé en antimoine (Sb),
- de l'arsenic et de ses composés, exprimé en arsenic (As),
- du plomb et de ses composés, exprimé en plomb (Pb),
- du chrome et de ses composés, exprimé en chrome (Cr),
- du cobalt et de ses composés, exprimé en cobalt (Co),
- du cuivre et de ses composés, exprimé en cuivre (Cu),
- du manganèse et de ses composés, exprimé en manganèse (Mn),
- du nickel et de ses composés, exprimé en nickel (Ni),
- du vanadium et de ses composés, exprimé en vanadium (V),
- de l'étain et de ses composés, exprimé en étain (Sn),
- du sélénium et de ses composés, exprimé en sélénium (Se),
- du tellure et de ses composés, exprimé en tellure (Te).

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Ces valeurs moyennes s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes formes physiques.

d - Dioxines

Paramètre	Valeur
Dioxines et furannes	0,1 ng/m ³

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 10 octobre 1996 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de certains déchets industriels spéciaux. La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures maximum.

Les résultats des mesures de poussières totales, de substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimés en carbone organique total, de chlorure d'hydrogène, de fluorure d'hydrogène, de dioxyde de soufre, de cadmium et ses composés ainsi que thallium et ses composés exprimé en thallium (Tl), du mercure et ses composés exprimé en mercure (Hg), du total des métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te), de la somme des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te) et du Zinc et ses composés exprimé en zinc (Zn), des dioxines et furannes sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire de 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Article 33 - SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de l'unité mobile de désorption, qui repose sur :

- l'autosurveillance des paramètres CO, des NOx et de l'O₂,
- une campagne de contrôle des paramètres visés au paragraphe précédent par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées, qui doit être réalisée toutes les 550 heures de fonctionnement de l'installation.

Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère seront mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les appareils de mesures sont vérifiés et contrôlés aussi souvent que nécessaire. Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'Inspection des Installations Classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents gazeux. Les frais de prélèvements d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Article 34 - EMISSIONS DIFFUSES – POUSSIÈRES

Les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises :

- les terres stockées doivent être d'une granulométrie ne permettant pas d'envols et recouvertes d'une bâche,
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement...), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 35 - ODEURS

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant des installations, notamment du stockage des terres polluées.

D - RECYCLAGE ET ELIMINATION DES DECHETS PRODUIT PAR LE SITE

Article 36 - PREVENTION

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter la production de déchets, sous produits et résidus de fabrication, tant en quantité qu'en toxicité, et pour assurer une bonne gestion des déchets. L'emploi des technologies propres doit être chaque fois que possible retenu et la valorisation des déchets sera préférée à tout autre mode de traitement, ceci afin de limiter notamment la mise en décharge.

Une information et des inscriptions doivent être réalisées à l'attention du personnel pour toutes les opérations ayant trait à la collecte, au tri, à la manutention et au stockage des déchets.

Article 37 - COLLECTE

Les déchets sont collectés de manière sélective dans les différents ateliers et triés. En particulier, les déchets industriels banals et spéciaux sont stockés séparément de façon claire.

Afin de favoriser leur valorisation, les emballages ne doivent pas être mélangés à d'autres déchets qui ne peuvent être valorisés par la même voie.

Article 38 - STOCKAGE DES DECHETS AVANT ELIMINATION

Chaque déchet est clairement identifié, repéré. Les déchets produits par l'établissement sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis au Livre V du Code de l'Environnement.

Article 39 - ELIMINATION

Les déchets industriels qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en prouver l'élimination sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant doit justifier du caractère ultime, conformément à l'article L541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge.

Article 40 - TRANSPORT ET TRANSVASEMENT

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport (notamment règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets industriels spéciaux), de transvasement ou de déchargement. En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

Les éléments constituant ce registre doit être soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

La durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins.

En cas de non-conformité, les résultats de mesure seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Article 49 - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou de personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées.

F – PREVENTION DES NUISANCES PAYSAGÈRES ET LUMINEUSES

Article 50 - INSERTION DANS LE PAYSAGE

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenues en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

De plus, l'exploitant prend toutes dispositions pour diminuer l'impact de la pollution lumineuse lors de l'utilisation de sources lumineuses en début et fin de journée.

TITRE IV – PREVENTION DES RISQUES

Article 51 - GESTION DE LA PREVENTION DES RISQUES

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 52 - CONSIGNES

52.1 – Consignes en cas d'accident

Le personnel doit être averti des dangers présentés par les procédés et les terres polluées, les précautions à observer et **les mesures à prendre en cas d'accident**. Il dispose de consignes de sécurité et d'incendie pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation des personnels et l'appel aux moyens de secours extérieurs.

52.1 – Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation des installations sont obligatoirement écrites et comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux d'entretien ou de modification.

52.3 – Permis de feu ou de travail

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en œuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Cette consigne définit les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivré est compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance.

Article 53 - VERIFICATION

Toutes vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

Article 54 - ORGANES DE MANŒUVRE

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuels, tels que vannes, coupure alimentation BT, arrêts coups de poing, ... sont implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis.

Article 55 - UTILITES

L'exploitant prend des dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité des installations et à leur arrêt d'urgence. Les organes principaux doivent prendre automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

Article 60 - INTERDICTION DE FUMER

L'interdiction de fumer ou d'approcher avec une flamme dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion doit être affichée.

Article 61 - MOYENS NECESSAIRES POUR LUTTER CONTRE UN SINISTRE

L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et d'extincteurs pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir.

Article 62 - ACCES DE SECOURS – VOIES DE CIRCULATION

Les installations sont en permanence accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptibles de gêner la circulation.

Les services d'incendie et de secours et le personnel d'intervention de l'établissement doivent disposer de l'espace nécessaire pour l'utilisation et le déploiement des moyens d'incendie et de secours, nécessaires à la maîtrise des sinistres.

Article 63 - CLÔTURE – GARDIENNAGE

L'établissement est entouré d'une clôture efficace de deux mètres de hauteur et résistante, afin d'en interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES GENERALES COMPLEMENTAIRES

Article 64 :

Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

Article 65 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et des Services d'Incendie et de Secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 66 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 67 - CONTRÔLE

L'Inspection des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

Article 68 - TRANSFERT – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

Au cas où la société sera amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitant.

Article 69 - CESSATION D'ACTIVITE

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

L'exploitant adressera, avant la fin de l'activité, au Préfet un dossier comprenant :

- le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt,
- un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :
 - les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets,
 - les mesures envisagées ou prises pour la dépollution des eaux et sol éventuellement pollués,
 - les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés au Livre V du Code de l'Environnement.

Article 70 - DECLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 511.1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 71 - HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL – PROTECTION DES TIERS

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'Inspection des Installations Classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 72 - INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposé à la Mairie de HOMECOURT et pourra y être consultée par tout intéressé ;
- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 73 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionnés par l'établissement autorisé.

Article 74 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEURTHE ET MOSELLE,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Le Maire de HOMECOURT,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
Et tous agents de la Force Publique,

sont chargés, chacun en ce qu'il le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NANCY par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification et qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société DEEP GREEN SA

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement (A.D.S.),
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement.

NANCY, le 8 AVR. 2003

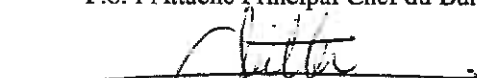
LE PREFET

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,



François DUMUIS

POUR AMPLIATION
P.o. l'Attaché Principal Chef du Bureau



A.SUTTER